

190502-2026 - Licitación

Francia – Servicios de seguros – Marché public d'assurance des risques statutaires

OJ S 55/2026 19/03/2026

Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal

Servicios

1. Comprador

1.1. Comprador

Denominación oficial: CDG 13

Correo electrónico: marchespublics@cdg13.com

Naturaleza jurídica del comprador: Organismo de Derecho público

Actividad del poder adjudicador: Servicios públicos generales

2. Procedimiento

2.1. Procedimiento

Título: Marché public d'assurance des risques statutaires

Descripción: Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches du Rhône, représenté par son Président, procède à la présente consultation en vue de souscrire un contrat d'assurance groupe ouvert, à adhésion facultative, en application des articles 26 alinéa 5 de la loi n°8453 du 26 janvier 1984 et L 1411 et suivants du Code des Assurances, garantissant les risques financiers liés à la protection sociale statutaire des personnels territoriaux des collectivités territoriales et des établissements publics des Bouches du Rhône, ainsi que de ces propres agents, qui constitue l'ensemble du marché.

Identificador del procedimiento: 92fffb46-0728-4feb-bc99-01650c9f57c8

Identificador interno: 2026AO01

Tipo de procedimiento: Negociado con publicación previa de un anuncio de licitación / licitación con negociación

El procedimiento está acelerado: no

Principales características del procedimiento: Le marché a pour objet la souscription, par le CDG 13 agissant en qualité de souscripteur, d'un contrat groupe d'assurance " risques statutaires " destiné à garantir tout ou partie des charges financières supportées par les collectivités territoriales et établissements publics affiliés ou conventionnés du département des Bouches du Rhône, du fait des obligations statutaires de maintien de la rémunération de leurs agents en cas d'arrêt de travail ou d'événements assimilés. Le marché prend la forme d'un accordcadre à bons de commande, exécuté au fur et à mesure de l'émission de certificats d'adhésion ou de bons de commande par le CDG 13 pour le compte des collectivités bénéficiaires.

2.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 66510000 Servicios de seguros

Clasificación adicional (cpv): 66512100 Servicios de seguros de accidentes, 66512200

Servicios de seguros de asistencia médica

2.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

País: Francia

Información complementaria: CONDITIONS DE PARTICIPATION 1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Liste et description succincte des conditions : En cas de candidature individuelle présentée pour le compte d'une Société d'assurances par un intermédiaire mandataire, ce dernier devra produire l'ensemble des pièces du dossier de candidature tant pour la Société d'assurances que pour son propre compte, si le mandat dont il bénéficie s'étend à l'exécution de prestations contractuelles (telle la gestion des contrats et/ou des sinistres). En cas de groupement d'entreprises composé d'une (ou plusieurs) Société(s) d'assurances en vue de couvrir l'entière de la définition des besoins (Accidents, maladie, Vieillesse et toutes autres branches soumises à agrément en application de l'article R. 3211 du Code des assurances), et/ou d'un (ou plusieurs) intermédiaire(s), chaque membre devra produire l'ensemble des pièces du dossier de candidature. Les candidats auront à produire les documents ciaprès : Renseignements relatifs aux interdictions de soumissionner : * Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants si besoin (Formulaire DC1) contenant les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise, tels que prévus à l'article R 21433 et suivants du Code de la commande publique, et notamment : Une déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner ? * Les renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés mentionnée aux articles L. 52121 à L. 521211 du code du travail.

1.2) Capacité économique et financière Liste et description succincte des critères de sélection : Le candidat atteste de ses capacités économiques et financières en produisant au minimum l'un des documents suivants : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global, réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles (Formulaire DC2 rubrique E1) ? Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels pertinents ? Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi ? Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : 1.3) Capacité technique et professionnelle Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : Le candidat atteste de ses capacités techniques et professionnelles en annexant au formulaire DC2 les pièces suivantes : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat ? Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature ? Présentation d'une liste de références, faisant état des services similaires effectués au cours des trois dernières années, indiquant au minimum le destinataire public ou privé, et possiblement le montant, la date et la durée d'exécution. Les références pourront éventuellement être prouvées par une attestation des destinataires ou par une déclaration de l'opérateur économique ? Certificats de qualification professionnelle du candidat, (Attestation de l'Organisme pour le registre des intermédiaires en assurance (dite " Attestation ORIAS "), attestation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (dite " Attestation ACPR "), etc.). En application des dispositions de l'article R214316 du Code de la commande publique, tout document rédigé dans une autre langue doit être accompagné d'une traduction en français. Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs autre(s) opérateur(s) sur le(s)quel(s) il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet (ces) opérateur(s) économique(s). En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet (ces) opérateur(s) économique(s) pour l'exécution des marchés, le candidat produit un engagement écrit de cet (ces) opérateur(s) économique(s). En application de l'article R214313 et suivants du Code de la commande publique, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que le Pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique.

Cette faculté n'est applicable que si les candidats ont indiqué dans leur dossier de candidature, toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que leur accès soit gratuit. Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander aux candidats qui n'auraient pas fourni les pièces dont la production était réclamée, de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats. Ce délai sera librement déterminé par le Pouvoir adjudicateur, en fonction des exigences du calendrier procédural, et ne saurait être supérieur à 10 jours. Le Pouvoir adjudicateur rappelle qu'il ne s'agit pas d'une obligation et invite les candidats à porter la plus grande attention dans la composition du dossier de candidature afin qu'il soit complet à la date de remise des offres. A l'issue de la vérification des candidatures et en cas de présentation d'un dossier de candidature incomplet ou d'un dossier ne présentant pas les conditions de participation requises, la candidature sera déclarée irrecevable par le Pouvoir adjudicateur et le candidat sera éliminé. Les candidats retenus se verront adresser le dossier de consultation des entreprises (DCE)

2.1.3. Valor

Valor máximo del acuerdo marco: 80 000 000,00 EUR

2.1.4. Información general

Base jurídica:

Directiva 2014/24/UE

2.1.6. Motivos de exclusión

Fuentes de los motivos de exclusión: Documento de contratación

5. Lote

5.1. Lote: LOT-0001

Título: Marché public d'assurance des risques statutaires

Descripción: Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale des Bouches du Rhône, représenté par son Président, procède à la présente consultation en vue de souscrire un contrat d'assurance groupe ouvert, à adhésion facultative, en application des articles 26 alinéa 5 de la loi n°8453 du 26 janvier 1984 et L 1411 et suivants du Code des Assurances, garantissant les risques financiers liés à la protection sociale statutaire des personnels territoriaux des collectivités territoriales et des établissements publics des Bouches du Rhône, ainsi que de ces propres agents, qui constitue l'ensemble du marché.

5.1.1. Finalidad

Naturaleza del contrato: Servicios

Clasificación principal (cpv): 66510000 Servicios de seguros

Clasificación adicional (cpv): 66512100 Servicios de seguros de accidentes, 66512200

Servicios de seguros de asistencia médica

5.1.2. Lugar de ejecución

Subdivisión del país (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)

País: Francia

5.1.3. Duración estimada

Fecha de inicio: 01/01/2027

Duración: 4 Años

5.1.6. Información general

Se trata de una contratación recurrente

Participación reservada:

La participación no está reservada.

Proyecto de contratación pública no financiado con fondos de la UE

La contratación pública está cubierta por el Acuerdo sobre Contratación Pública (ACP): sí

5.1.9. Criterios de selección

Fuentes de los criterios de selección: Documento de contratación

Información sobre la segunda fase de un procedimiento de dos fases:

Número mínimo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 3

Número máximo de candidatos que serán invitados a la segunda fase del procedimiento: 5

El procedimiento se desarrollará en fases sucesivas. En cada fase, pueden eliminarse algunos participantes

5.1.11. Pliegos de contratación

Dirección de los pliegos de contratación: https://cdg13.e-marchespublics.com/pack/annonce_marche_public_1951_1152134.html

5.1.12. Condiciones de la contratación pública

Condiciones del procedimiento:

Fecha estimada de envío de las invitaciones a presentar ofertas: 04/05/2026

Condiciones de presentación:

Presentación electrónica: Obligatoria

Dirección para la presentación: <https://cdg13.emarchespublics.com>

Lenguas en las que pueden presentarse las ofertas o solicitudes de participación: francés

Catálogo electrónico: No autorizada

Variantes: No autorizada

Plazo de recepción de solicitudes de participación: 17/04/2026 12:00:00 (UTC+02:00) Hora de Europa Oriental, hora de verano de Europa Central

Condiciones del contrato:

La ejecución del contrato debe realizarse en el marco de programas de empleo protegido: No

Facturación electrónica: Permitida

Se utilizarán pedidos electrónicos: sí

Se utilizará el pago electrónico: sí

5.1.15. Técnicas

Acuerdo marco:

Acuerdo marco sin convocatoria de nueva licitación

Número máximo de participantes: 5

Información sobre el sistema dinámico de adquisición:

Ningún sistema dinámico de adquisición

5.1.16. Información adicional, mediación y recurso

Organización encargada de los procedimientos de recurso: Tribunal Administratif de Marseille

Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso: Tribunal Administratif de Marseille

8. Organizaciones

8.1. ORG-0001

Denominación oficial: CDG 13

Número de registro: 28130003800029

Dirección postal: Bd de la Grande Thumine CS10439
Localidad: Aix En Provence
Código postal: 13098
Subdivisión del país (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)
País: Francia
Correo electrónico: marchespublics@cdg13.com
Teléfono: +33 442544050
Dirección de internet: <https://www.cdg13.com>
Perfil de comprador: <https://cdg13.e-marchespublics.com>

Funciones de esta organización:

Comprador

8.1. ORG-0002

Denominación oficial: Tribunal Administratif de Marseille
Número de registro: 17130005600024
Dirección postal: 31, rue JeanFrançois Leca
Localidad: MARSEILLE
Código postal: 13002
Subdivisión del país (NUTS): Bouches-du-Rhône (FRL04)
País: Francia

Funciones de esta organización:

Organización encargada de los procedimientos de recurso
Organización que proporciona más información sobre los procedimientos de recurso

8.1. ORG-0000

Denominación oficial: DEMATIS
Número de registro: 45072478600030
Localidad: Paris
Código postal: 75015
Subdivisión del país (NUTS): Paris (FR101)
País: Francia
Correo electrónico: contact@dematis.com
Teléfono: +33 172365548
Dirección de internet: www.dematis.com

Funciones de esta organización:

TED eSender

Información del anuncio

Identificador/versión del anuncio: a0da98ef-1bbc-4a44-b466-51d93ea3bf40 - 01
Tipo de formulario: Licitación
Tipo de anuncio: Anuncio de contrato o de concesión. Régimen normal
Subtipo de anuncio: 16
Fecha de envío del anuncio: 18/03/2026 14:40:08 (UTC+01:00) Hora de Europa Central, hora de verano de Europa Occidental
Lenguas en las que este anuncio está disponible oficialmente: francés
Número de publicación del anuncio: 190502-2026
Número de la edición del DO S: 55/2026
Fecha de publicación: 19/03/2026